COMITE D'AGREMENT DU BASSIN RHONE-MEDITERRANEE

SEANCE DU 4 AVRIL 2025

Point I

APPROBATION DU COMPTE-RENDU DE LA SEANCE DU 29 NOVEMBRE 2024

(compte-rendu approuvé par délibération n°2025-1 du 4 avril 2025)

La séance est ouverte à 10h00 sous la présidence de M. Martial SADDIER.

Plus de la moitié des membres étant présents ou ayant donné pouvoir (19/30, soit 9 présents et 10 pouvoirs), le Comité d'agrément peut valablement délibérer (cf. liste ci-après).

LISTE DES PARTICIPANTS PRÉSENTS OU REPRÉSENTÉS

Membres du bureau avec voix délibérative – Quorum : 19/30 (9 présents + 10 pouvoirs)

- M. Martial SADDIER, président du Comité de bassin
- Benoît BOUCHER, vice-président du Comité de bassin RM du collège des usagers économiques
- M. Jacques PULOU, vice-président du Comité de bassin RM du collège des usagers non économiques
- Mme Claudine BONILLA, adjointe au maire de Chambéry
- Mme Annick BERNARDIN-PASQUET, membre de France nature environnement Bourgogne
- Mme Martine ROUSTANT, secrétaire de la FDPPMA de la Drôme
- M. Didier PITRAT, représentant la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes
- M. Christian BRÉLY, président de la fédération de pêche de la Drôme, président de la CRMNa
- La DRAAF Auvergne-Rhône-Alpes, représentée par M. Thierry PONCET.

Membres du bureau absents ayant donné pouvoir

- M. Antoine HOAREAU, adjoint au maire de Dijon, a donné pouvoir à Mme BONILLA.
- Mme OLMOS, a donné pouvoir à Mme BONILLA.
- Mme THELY, a donné pouvoir à M. BOUCHER.
- M. Hervé PAUL, a donné pouvoir à M. BRÉLY.
- M. Marc BAYARD, président de l'association Environnement industrie, a donné pouvoir à M. BOUCHER.
- Mme Stéphanie MARCO, directrice EDF – unité de production méditerranéenne – UFE, a donné pouvoir à M. BRÉLY.
- La préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes a donné pouvoir à la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes (M. PITRAT).
- L'Office français de la biodiversité (OFB) a donné pouvoir à la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes (M. PITRAT).
- L'INRAE a donné pouvoir à la DRAAF Auvergne-Rhône-Alpes (M. PONCET).
- L'ARS AuRa a donné pouvoir à la DRAAF Auvergne-Rhône-Alpes (M. PONCET).

Membres du bureau avec voix consultatives

Conseil scientifique du bassin Rhône-Méditerranée et commission relative aux milieux naturels (CRMNa)

- Mme Marielle MONTGINOUL, présidente du conseil scientifique du CB RM

Présidents et vice-présidents des commissions géographiques

- Mme Catherine VIGNON, vice-présidente de la commission géographique Gard-Côtiers ouest

Experts dans le domaine de la prévention du risque d'inondation associé aux travaux du comité d'agrément

- M. Sylvain MOREIRA, chef de groupe Eau et Risques au CEREMA
- M. Pierre LECLERC, administrateur UNALCI France inondations

Représentants des comités de milieu et/ou CLE et responsables de structures

- Projet de périmètre du SAGE des bassins versants de l'Yzeron et du Garon (69)
 - M. KOHLHAAS, président du syndicat mixte d'aménagement et de gestion de l'Yzeron, du Ratier et du Charbonnières (SAGYRC)
 - M. HERVE, directeur
 - M. BERARD, président du syndicat de mise en valeur, d'aménagement et de gestion du bassin versant du Garon (SMAGGA)
 - M. JULLIAN, 1^{er} vice-président
 - Mme EXTRAT, directrice
- Projet de périmètre du SAGE du bassin de l'Or (34)
 - Mme MOULLIN-TRAFFORT, présidente du syndicat mixte du bassin de l'Or (SYMBO)
 - Mme IMBERT-SUCHET, directrice
 - M. THELIER, chargé de mission SAGE
- Projet de SAGE révisé de l'Est lyonnais (69,38)
 - M. BRUN, président de la CLE
 - M. CHAMPAULT, animateur du SAGE

Services de l'État

- M. HOUSSET, Agence de l'eau, délégation territoriale de Montpellier (*en visioconférence*)
- M. VEROT, Agence de l'eau, délégation territoriale de Lyon

Autres participants

- M. Nicolas MOURLON, directeur général de l'agence de l'eau
- Mme Claire MORAND, département de la connaissance et de la planification à l'agence de l'eau

M. SADDIER ouvre la séance.

I. APPROBATION DU COMPTE RENDU DE LA SÉANCE DU 7 JUIN 2024

En l'absence de remarques, le compte rendu de la réunion du 7 juin 2024 est approuvé par **délibération n°2024-12**.

II. PROJET DE PÉRIMÈTRE DU SAGE DES BASSINS VERSANTS DE L'YZERON ET DU GARON (69)

Un diaporama est projeté en séance.

Présentation du dossier par les porteurs du projet

M. KOHLHAAS présente le projet d'émergence du SAGE de l'ouest lyonnais. Il s'agit d'un territoire de 350 km² comprenant 47 communes et une population de 230 000 habitants. L'occupation du sol est différenciée, avec des espaces forestiers sur l'extrême ouest, une grande partie agricole et naturelle en son centre et une partie urbanisée, dense et artificialisée sur la partie est. Le territoire est très attractif, car il est à la fois très proche de Lyon et situé dans une zone naturelle et agricole agréable à vivre.

Les milieux aquatiques comprennent 11 masses d'eau superficielles, 560 hectares de zones humides et trois masses d'eau souterraines dont la nappe du Garon qui est en déséquilibre.

Les déséquilibres quantitatifs accentuent le phénomène d'assec. Le territoire est classé comme très vulnérable face au réchauffement climatique. La nature géologique du territoire et le contexte d'urbanisation sur l'aval accentuent les problèmes hydromorphologiques des cours d'eau, avec des soucis d'incision et d'ensablement qui aboutissent à des déconnexions des cours d'eau et de leurs annexes.

Les acteurs de l'eau sur le territoire sont nombreux, avec deux syndicats GEMAPI historiques qui ont porté des contrats de rivières avec la région et portent maintenant des PTGE et des PAPI avec des niveaux de mise en œuvre variables. Le petit cycle comporte 7 structures sur l'assainissement collectif et non collectif, 14 pour la compétence eau pluviale et 5 pour la compétence eau potable. Une partie du territoire est irriguée par le syndicat agricole SMHAR et le reste des exploitations a recours à des retenues collinaires. Le territoire couvre trois structures porteuses de SCOT et il est couvert par le PLUH de la métropole de Lyon. Sur le reste du territoire, les PLU sont communaux. Un certain nombre d'intercommunalités réfléchissent à ce qu'ils deviennent intercommunaux.

Il existe sur le territoire un programme de prévention des inondations porté par le SMAGGA, qui est en phase de travaux et un programme d'études préalables pour un PAPI 3 pour les années qui viennent. Il existe également des PTGE en phase de validation qui font suite à des PGRE et des contrats de rivières, des schémas directeurs portés par les différentes structures gestionnaires sur le petit cycle d'eau et les SCOT, PLU, PLUH qui sont en révision dans la plupart des territoires.

Les objectifs de qualité des masses d'eau du territoire ont été fixés pour 2027. La qualité de l'eau est de moyenne à mauvaise sur les deux bassins, avec des pollutions liées aux nutriments urbains et des pollutions industrielles et agricoles. Il existe une altération des milieux aquatiques liée à la morphologie et à la continuité écologique sur lesquelles travaillent les deux syndicats depuis des années, et un enjeu lié au prélèvement d'eau et à l'altération du régime hydraulique avec des périodes d'étiage faible voire d'assec total. Le SDAGE a identifié que ces prélèvements d'eau sur la nappe du Garon devaient être mesurés, quantifiés et réduits.

Les deux bassins versants sont fortement concernés par le risque inondation. Des démarches satisfaisantes sont en cours sur les deux territoires. Les volets gestion de la ressource liée au changement climatique et biodiversité deviennent des enjeux politiques. Cette démarche a été lancée, avec l'appui du SDAGE, pour mettre en place une approche plus transversale et mobiliser tous les acteurs sur la question de l'eau.

M. BERARD revient sur l'aspect géographique des deux bassins versants. Ils ont des problèmes de pression sur les milieux, avec une forte pression urbaine. Il y a une cohérence géographique des deux bassins versants, la nappe du Garon les alimente. Le SAGE à l'échelle de ces deux bassins est cohérent. Une réflexion a eu lieu pour travailler à l'échelle du SCOT, mais cela ne correspondait pas à l'échelle du bassin versant. Concernant le portage, il existe deux structures GEMAPI. Le SMAGGA aurait la structure de portage administratif, avec le recrutement d'un animateur. Le fait d'ajouter une nouvelle démarche aux nombreuses existantes a interpellé les élus, mais l'intérêt de la création de ce SAGE a pu leur être expliqué. L'étude de la situation des SAGE des autres régions a permis de se rendre compte qu'il faut limiter les sujets à traiter pour être efficace. Le dossier sur l'inondation n'a pas été retenu, mais un dossier stratégique l'a été sur la gestion de la rareté de l'eau sur les deux territoires.

M. HERVE explique qu'ils ont été guidés par le pragmatisme et se sont recentrés sur trois thématiques pour initier le projet. Il s'agit premièrement de préserver la nappe du Garon. Des actions ont été menées en ce sens grâce aux PTGE. Il s'agit ensuite de travailler sur la préservation et la restauration des cours d'eau des zones humides. Ce sont des territoires avec des enjeux agricoles forts, des zones naturelles protégées et un secteur résidentiel très fort. Il s'agit enfin de la dimension « activités économiques », très importante sur certaines

communautés de communes et qui pose des difficultés de cogestion entre mondes urbain et agricole.

Une réflexion a été menée sur les membres de la future CLE, avec le souhait que la commission locale de l'eau mette tous les acteurs autour de la table de façon équilibrée. La composition de la CLE doit être représentative, avec une distinction urbain/rural et Yzeron/Garon. La mise en œuvre de la CLE pourrait être envisagée courant 2025. Quatre années sont prévues pour la mise en place de ce processus qui aboutirait à l'existence d'un SAGE sur les deux bassins versants. Les conditions sont réunies pour mettre en œuvre le projet : la CLE proposée est équilibrée, le portage stratégique et financier est assumé, un recrutement d'un animateur SAGE est en cours, les deux syndicats adhèrent et les processus sont validés par tous les représentants des communes.

Avis de l'agence de l'eau et des services de l'État

M. VEROT félicite, au nom de l'Agence de l'eau et des services de l'État, le SAGYRC et le SMAGGA pour les travaux réalisés. Il rappelle qu'il s'agit d'un territoire avec des enjeux importants tels que l'eau potable, les pressions sur les milieux aquatiques, la pollution... Le bassin est sensible aux cinq enjeux identifiés en lien avec le changement climatique. Les élus ont bien conscience de cela et ils comptent s'attaquer à ce chantier avec la mise en place d'un SAGE et la réalisation d'un travail de concertation préalable remarquable. Des échanges ont déjà eu lieu avec le monde agricole et urbain sur le périmètre afin d'enclencher des discussions de fond.

Le périmètre est cohérent sur le plan hydrographique. La non-prise en compte intégrale de la nappe du Garon dans le périmètre est évoquée. Les élus ont décidé de s'en tenir au bassin versant et à l'essentiel de la partie de la nappe dans le périmètre, car la partie de la nappe hors périmètre n'était pas dans le champ de compétence du SMAGGA et du SAGYRC. Les services de l'État et l'agence de l'eau en ont pris acte, dans la mesure où cette petite partie qui n'est pas dans le périmètre n'a pas d'incidence sur la gestion de la nappe. L'essentiel des prélèvements est sur la partie qui est dans le périmètre. L'agence et les services de l'État suivent donc cette proposition, à condition qu'une communication soit faite auprès des acteurs du bassin de La Mouche.

Les enjeux à traiter sont intégralement partagés entre les prévisions des élus et du SDAGE. Les acteurs de ces deux bassins ont déjà travaillé sur le portage de la CLE, ils envisagent de recruter un animateur, ils se sont mis d'accord sur des CLE de répartition de financement, un calendrier de travail a été présenté par les élus, une préanalyse des enjeux a été établie. Toutes les conditions sont réunies pour que ce SAGE parte sur de très bonnes bases.

M. SADDIER revient sur la cohérence du périmètre. Il demande aux porteurs de projet s'ils veulent intégrer le territoire de La Mouche dans le périmètre.

M. KOHLHAAS précise que les Gémapiens et les responsables du territoire de La Mouche ne sont pas dans la même dynamique et qu'ils préfèrent, par pragmatisme et efficacité, ne pas les inclure.

M. SADDIER acquiesce et ajoute que cela pourra venir dans un second temps.

Discussion

M. BOUCHER a l'impression que les porteurs de projets regrettent qu'il y ait des industriels sur le territoire.

M. KOHLHAAS précise que les industriels sont une force importante du territoire et qu'ils seront bien évidemment associés.

M. HERVE reconnaît que l'eau n'est pas un sujet très moteur pour les industriels sur le territoire. Grâce à ce projet, ils pourront mieux être associés. Le SAGE sera un outil de mobilisation.

M. SADDIER rappelle la nécessité d'échanger aujourd'hui sur la cohérence du périmètre et non sur les questions de fond.

Mme VIGNON souhaite en savoir plus sur la composition de la CLE.

M. KOHLHAAS répond qu'une cinquantaine de membres de la CLE est envisagée, avec 25 membres des collectivités territoriales, 17 membres du collège des usagers et 7 membres du collège de l'État. Une vraie représentation des deux bassins est souhaitée, avec les différents milieux urbain/rural et les différentes thématiques environnement, urbanisme, agriculture, économie.

M. LECLERC évoque la construction d'un bassin de rétention sur une des rivières de leur territoire et la contestation que cela a soulevé.

M. KOHLHAAS précise qu'il s'agit d'une rivière d'un autre bassin versant qui ne figure pas dans le projet du SAGE. Il ajoute que deux ouvrages écrêteurs sur l'Yzeron ont effectivement levé une forte opposition et précise que d'autres projets de ce type sont prévus sur le bassin versant du Garon. Concernant l'Yzeron, un PEP pour un PAPI 3 va être lancé pour trouver des projets qui améliorent la sécurité des individus tout en étant réalisables par rapport à la réglementation de 2019 sur les compensations environnementales. Il précise que l'ouvrage écrêteur de 23 m de haut n'était pas réalisable dans ce contexte.

M. HERVE précise qu'ils n'ont pas intégré dans le SAGE les enjeux inondation car chaque bassin versant a ses enjeux propres. Il n'y a pas, à ce stade, de valeur ajoutée à traiter ce sujet. La focalisation s'est faite sur la ressource en eau.

M. PULOU s'interroge sur le fait d'avoir écarté l'inondation dans les enjeux et rappelle que les PAPI et les SAGE sont très différents. Il s'interroge également sur l'articulation entre la CLE, son fonctionnement et les structures sur lesquelles elle est adossée. Quelle sera sa place ? Est-ce qu'il y aura une vraie vie de la CLE ? Quelle sera la fréquence des réunions ?

M. HERVE rappelle que la démarche est pragmatique. L'enjeu de l'inondation n'était pas partagé, l'enjeu clé est la ressource en eau. Le SAGE pourra peut-être prendre en charge cette dimension des inondations dans un certain nombre d'années. Les problématiques sont différentes sur les deux territoires sur la façon d'aborder la question des inondations. Les projets sont déjà bien engagés, il n'y a pas de matière à les intégrer dans le SAGE. Si le projet est validé, un animateur sera recruté pour travailler en collaboration avec les syndicats et tous les acteurs. La question de l'eau a retardé la mise en œuvre du SCOT. Le périmètre n'est pas le SCOT, mais le bassin versant. Le SCOT et les syndicats d'eau sont malgré tout pleinement impliqués et associés dans la réflexion. L'idée est de créer un outil qui soit utile pour aborder sur les règlements de SCOT, de PLU qui seront développés sur le territoire.

M. BOUCHER s'interroge sur le cas de La Mouche qui ne sera pas dans le périmètre. Faut-il le considérer comme un territoire isolé ?

M. SADDIER affirme qu'une phrase mentionnant La Mouche figurera dans l'avis final du SAGE, sans remettre en cause tout le travail accompli. Il estime par ailleurs que l'avis est trop complexe et propose de le simplifier en se concentrant uniquement sur le périmètre. Il souligne que la mention industrie n'y figure pas et qu'il est donc plus prudent de se baser

uniquement sur le périmètre. Il suggère de retirer les éléments suivants qui lui paraissent évidents :

- la CLE du SAGE est un lieu d'échange,
- la poursuite des réflexions sur les instances de la CLE est encouragée,
- appel à une constitution rapide de la CLE et d'une équipe technique en charge des travaux d'élaboration du SAGE.

Mme VIGNON est d'accord en ce qui concerne les éléments sur le fonctionnement habituel d'une CLE. Elle aimerait ajouter un point sur l'urbanisme. Il n'est pas prévu actuellement, mais il faut laisser une porte ouverte pour qu'il le soit ultérieurement.

M. SADDIER estime que s'il faut ajouter l'urbanisme, il faut aussi ajouter l'industrie, et peut-être d'autres points oubliés. La question ici est de savoir si le périmètre est conforme ou non.

M. PULOU précise que le comité rend un avis en adéquation avec le dossier présenté. Le dossier traite du périmètre géographique, mais aussi du périmètre fonctionnel. Il peut en ce sens être bien d'attirer l'attention sur certains points. Il faudrait voir l'articulation entre le SDAGE et les SAGE et la présente réunion est un des jalons pour valider cette articulation.

M. SADDIER exprime son souhait de raccourcir les délais pour élaborer un SAGE. Il estime que l'élaboration est trop longue, que ce n'est pas encourageant et souligne le risque lié à la non-reconduite des élus aux municipales.

Mme VIGNON estime que ce n'est pas une raison pour appauvrir les SAGE.

M. SADDIER souligne que ce n'est pas ce qu'il dit. Il demande s'il faut donc rajouter l'urbanisme et l'industrie.

M. PULOU suggère d'en débattre en bureau, car c'est une question importante.

M. BRELY confirme que sur ce dossier, la notion de choix d'un périmètre n'était pas claire.

M. MOURLON estime qu'il est possible de simplifier l'avis. Le débat peut avoir lieu en bureau, mais l'injonction de simplifier semble nécessaire.

M. SADDIER demande si le comité valide l'avis tel qu'il est proposé.

Délibération

La délibération n°2024-13 PROJET DE PÉRIMÈTRE DU SAGE DES BASSINS VERSANTS DE L'YZERON ET DU GARON (69) est adoptée à l'unanimité.

III. PROJET DE PÉRIMÈTRE DU SAGE DU BASSIN DE L'OR (34)

Présentation du projet

Un diaporama est projeté en séance.

Mme MOULLIN-TRAFFORT explique que le petit bassin versant de l'étang de l'Or comporte des enjeux très complexes. Son patrimoine est exceptionnel, c'est un réservoir de biodiversité classé zone Natura 2000 et reconnu d'intérêt international, car désigné comme site Ramsar. L'étang est riche, mais fragile, car il est le réceptacle de toutes les eaux du bassin versant et l'agriculture occupe la majeure partie de ce territoire. La volonté collective

de s'engager dans un SAGE s'est construite progressivement ces deux dernières décennies et plus récemment dans le cadre d'un long processus de concertation en 2020-2022. Les acteurs du territoire ont compris que ce bassin versant présente des milieux aquatiques interconnectés, ils se sont mobilisés pour améliorer la préservation de l'eau, des projets ambitieux ont agi sur l'assainissement et la pollution.

Le territoire s'est doté de stratégies collectives sur des sujets innovants, qui ont été coconstruites lors d'instances de concertation dédiées. Le comité du bassin versant de l'Or, la commission lagune et la commission rivières et zones humides se sont réunis régulièrement pour répondre à ces enjeux. Ces stratégies ont nécessité une animation territoriale soutenue et sont venues conforter la gouvernance du bassin versant qui s'est progressivement renforcée au fil des ans. Souvent, des programmes d'actions émergent pour mettre en œuvre les orientations d'un SAGE. Ces actions ont permis de maintenir la gouvernance sur le bassin de l'Or, un territoire ne bénéficiant pas encore d'une CLE. Le comité de pilotage est devenu le comité de bassin de l'Or, une instance de concertation et d'orientation globale des politiques publiques de l'eau.

Après ces deux décennies de programmation, à travers trois contrats et deux PAPI, un travail de concertation a été mené avec les acteurs du territoire entre 2021 et 2022. La question du partage de l'eau et la nécessité de s'organiser collectivement ont émergé. Les acteurs se sont entendus sur la nécessité de disposer d'un outil de concertation et de planification à moyen et long terme et plus seulement d'une programmation de travaux. Le principe de l'émergence d'un SAGE a été validé par le comité du bassin de l'Or en 2022 avec une feuille de route à horizon 2030 et a été approuvé par le comité syndical du SYMBO. Le SAGE est à l'initiative de tous les acteurs locaux et sa phase d'émergence a permis une réflexion sur son périmètre et sur la future composition du comité local de l'eau. La reconquête écologique des milieux et le partage de la ressource sont deux enjeux majeurs à traiter.

Mme IMBERT-SUCHET présente le bassin de l'Or et les enjeux de gestion. Ce bassin est situé à la limite est du département de l'Hérault et délimité à l'ouest par le bassin versant du Lez qui dispose déjà d'un SAGE. Le bassin de l'Or se distingue par sa diversité paysagère et une hydrographie particulière : garrigues, zones urbaines et vastes plaines agricoles, avec sur l'aval des territoires occupés par des zones humides comprenant l'étang de l'Or, la lagune et une façade littorale de onze kilomètres. La surface de l'étang lui vaut d'être classé au 5^e rang des étangs littoraux français. La particularité hydrographique du bassin versant est qu'il est traversé par une multitude de petits cours d'eau se jetant dans la lagune. C'est un territoire de 400 000 km² avec une population de 150 000 habitants qui explose en période estivale. L'occupation du sol est dominée par l'agriculture et le territoire est traversé par de grandes infrastructures de transports : l'autoroute A9, une ligne de TGV, des transports fluviaux. Cette dualité entre un cours d'eau à préserver et une pression démographique galopante démontre des enjeux forts sur la préservation des milieux. L'occupation des sols est dédiée essentiellement à une agriculture diversifiée. Les zones urbaines occupent 20 % du territoire, elles sont réparties le long des infrastructures de transports. Le peu de zones naturelles est rassemblé sur le pourtour de l'étang de l'Or. La démographie a évolué de 8 % durant la dernière décennie, à l'horizon 2040, une augmentation de 19 % est estimée. Ces zones urbaines prélèvent annuellement 10 millions de mètres cubes dans la ressource locale et 20 millions de mètres cubes supplémentaires par an qui proviennent de la ressource du Rhône. L'agriculture consomme 10 millions de mètres cubes exclusivement prélevés dans le canal Philippe Lamour. Il y a des usages traditionnels en termes de chasse et pêche. En termes d'hydrologie, les cours d'eau ont été anthropisés pour assainir la plaine agricole. Les conséquences se font voir aujourd'hui, car les cours d'eau sont très dégradés. En termes de gouvernance, le territoire dispose du comité de bassin de l'Or, occupé par un EPTB et cinq EPCI.

M. THELIER illustre les défis et les enjeux du territoire liés à l'aménagement du territoire et aux pollutions : eutrophisation, artificialisation des cours d'eau, zones humides menacées...Des actions ont été réalisées pour résoudre ces problèmes, mais les premiers résultats sont déjà remis en cause par le changement climatique qui provoque l'augmentation des besoins en eau. Les enjeux préfiguratifs du SAGE s'appuient sur ces enjeux précédemment identifiés. Les enjeux transversaux sont le changement climatique, la nécessaire résilience des milieux, la prise en compte des enjeux de l'eau dans l'aménagement du territoire et les enjeux locaux sur la reconquête écologique des masses d'eau et la maîtrise des flux. Il faudra se saisir d'un nouvel enjeu qui est le quantitatif avec l'accès à la ressource en eau ainsi que les passerelles vers les risques inondation et sécheresse et la gouvernance inter-bassins. Les atouts de ce SAGE sont la concertation au sein de la CLE, la portée juridique du territoire et le fait de pouvoir s'appuyer sur des instances déjà existantes. Le projet de périmètre s'appuie sur le bassin versant de l'étang de l'Or et se projette en mer. Le bassin versant est déjà entouré de plusieurs SAGE. Les nappes, les eaux superficielles et le littoral sont intégrés pour obtenir un tracé en adéquation avec le périmètre du PTB.

Avis de l'agence de l'eau et des services de l'État

Un problème de connexion ne permet pas l'échange. Mme MORAND prend la parole à la place de M. HOUSSET.

Mme MORAND remercie le SYMBO pour leur démarche volontaire en rappelant qu'il ne s'agit pas d'un SAGE qui a été identifié comme nécessaire, comme le précédent. La particularité de ce territoire est qu'il s'agit d'une lagune avec de nombreux cours d'eau qui s'y jettent, qui présente une portion littorale et de nombreuses pressions démographiques et agricoles avec des milieux dégradés. La délimitation du périmètre est cohérente hydrographiquement car elle comprend le bassin versant de la lagune, l'ensemble des cours d'eau qui s'y jettent et l'ensemble des masses d'eau souterraines. Le périmètre est étendu en mer, ce qui constitue une plus-value importante en comparaison des SAGE voisins. Cette extension permettra une gestion cohérente entre masses d'eau continentales et côtières. L'agence invite le futur SAGE et la future CLE à collaborer avec les SAGE voisins que sont la Camargue Gardoise et le bassin versant du Lez, ainsi qu'avec l'EPTB du Libron qui n'est pas doté de SAGE. La CLE est invitée à assurer une coordination spécifique avec l'entente des quatre EPCI du golfe d'Aigues-Mortes. Le projet de SAGE permettra de répondre aux enjeux du territoire, à savoir la réduction des flux de nutriments, l'anticipation des risques sur la ressource en eau, la préservation de l'ensemble des milieux aquatiques et la prise en compte de ces milieux dans l'aménagement du territoire. En termes de portage, le SYMBO est un acteur clé et reconnu, il mettra à disposition un animateur dédié à la démarche de SAGE. En termes de gouvernance, la mise en place d'une CLE qui prendra pour assise l'actuel comité de bassin versant permettra de renforcer la gouvernance locale. Le périmètre proposé est cohérent pour répondre aux enjeux environnementaux et de gouvernance et l'extension en mer constitue un atout. Il est proposé que tous les EPCI du golf d'Aigues-Mortes aient bien une représentation spécifique au sein de la CLE.

Mme VIGNON constate que le cours d'eau du Vidourle n'est pas intégré dans le périmètre alors qu'il longe sa partie est. Elle se demande si, en cas de débordement du cours d'eau, cela interfère dans les problèmes de qualité du cours d'eau. Elle relève trois problèmes par rapport au périmètre pour ce SAGE. Dans les syndicats amont il y a de réelles difficultés à maintenir une qualité des effluents des stations d'épuration et cela a un impact fort. Il y a également un problème de cohérence dans le transfert de compétences qui est un réel risque. Il y a enfin le risque d'inondation. Cela va être difficile à gérer. Mme VIGNON demande s'ils ont pu intégrer les pêcheurs professionnels dans la composition de la CLE.

Mme IMBERT-SUCHET reconnaît que le bassin versant est délimité sur l'est par la digue rive droite du Vidourle et que les questions en termes de qualité des eaux peuvent avoir un impact sur la qualité de l'étang de l'Or. Un travail est mené à ce sujet en concertation avec l'EPTB Vidourle qui porte un troisième PAPI et des projets sont envisagés pour protéger les communes concernées. La qualité des eaux liée aux rejets des stations d'épuration est un enjeu majeur du territoire. Des travaux ont été engagés sur la majeure partie des stations du territoire, certaines ont été remises à niveau, d'autres supprimées. La qualité de l'eau reste un enjeu majeur et une attention est portée sur le volet pollution diffuse. L'EPTB porte des compétences et les EPCI ont pris la main sur la compétence inondation. Le risque d'inondation par la bascule de l'étang est bien pris en compte dans le programme du PAPI. Les pêcheurs seraient intégrés au sein de la CLE.

M. BOUCHER fait remarquer que l'étang du Ponant n'est pas dans le périmètre. Il se demande s'il sera un jour intégré dans le SAGE.

Mme IMBERT-SUCHET explique qu'il n'y a pas aujourd'hui de justification ni en termes d'enjeu ni en termes de cohérence hydrographique à intégrer cet étang dans le périmètre. Cette question pourra toutefois être abordée dans les commissions inter-bassins à l'avenir.

M. LECLERC remarque que les SAGE voisins n'ont pas intégré l'extension en mer et se demande quels sont les risques concernant cette intégration.

Mme IMBERT-SUCHET explique que les SAGE voisins n'ont pas intégré de périmètre en mer pour des raisons calendaires. Les SAGE sont très anciens et à l'époque ce critère n'avait pas été demandé ni pris en compte. Des révisions sont toutefois envisagées et c'est une chose qui va être intégrée. Un travail de concertation avec les animateurs des SAGE voisins a été mené afin de s'assurer que le périmètre proposé ne pose pas de difficultés dans le cadre des extensions en mer des périmètres voisins. Une nouvelle gouvernance a été mise en place à l'échelle du golfe d'Aigues-Mortes. Il s'agit d'une entente entre les EPCI qui met tous les acteurs à la bonne échelle. Il est important que cette entente soit représentée au sein de la CLE bien qu'elle n'ait pas d'existence juridique.

Discussion

M. SADDIER soumet l'avis à la discussion tout en lui donnant pour ce qui le concerne un avis favorable.

M. BOUCHER soulève la question de l'étang du Ponant qui risque d'être écarté du périmètre.

Le comité tente de joindre M. HOUSSET à ce sujet.

M. MOURLON demande si l'étang du Ponant est bien rattaché hydrographiquement au Vidourle.

M. HOUSSET répond par l'affirmative et explique qu'une partie du Vidourle se déverse dans le Ponant et qu'il est difficile d'interférer avec cet espace qui est plutôt de la compétence du Vidourle.

M. SADDIER conclut que le comité recommande de travailler en coordination avec les SAGE voisins et le comité de rivière du Vidourle pour assurer la cohérence des décisions entre des territoires interdépendants.

Mme VIGNON souligne la problématique de la cohérence des transferts de compétences des syndicats. Toutes les compétences n'ont pas été transférées, il est difficile de travailler dans ces conditions. Elle demande s'il est possible de mettre un mot à ce sujet dans l'avis.

M. SADDIER propose plutôt de le dire dans l'avis définitif, car si le comité commence déjà à signaler ce genre de choses, cela va provoquer des tensions. Il admet toutefois que, dans l'idéal, il faudrait que tout le monde ait le même niveau de compétences dans un périmètre de bassin versant.

Mme VIGNON évoque la problématique du Vidourle avec le risque qu'il déborde et qu'il y ait un problème de qualité. Il faut selon elle travailler étroitement sur ce sujet.

M. SADDIER répond que cela figure déjà dans l'avis. Il insiste sur l'importance de ne pas desservir la cause des SAGE en multipliant les demandes. Il demande s'il y a des avis contraires.

Délibération

La délibération n°2024-14 PROJET DE PÉRIMÈTRE DU SAGE DU BASSIN DE L'OR (34) est adoptée à l'unanimité.

VI. PROJET DE SAGE RÉVISÉ DE L'EST LYONNAIS (69,38)

Un diaporama est projeté en séance.

Présentation du projet

M. BRUN explique que le projet de révision du SAGE de l'Est lyonnais a animé la CLE et un grand nombre d'acteurs depuis 2019. Après de multiples échanges, ateliers et concertations, ce projet a été estimé collectivement nécessaire pour mettre la ressource en eau et les milieux aquatiques au centre des actions du territoire et favoriser son aménagement durable. Le territoire est situé aux portes de l'agglomération lyonnaise, avec de multiples enjeux économiques liés à l'industrie, aux transports, à l'agriculture et à l'urbanisation. Il faut veiller à concilier leur développement aux objectifs de la préservation en eau. L'occupation du territoire et les enjeux économiques sont à l'origine des pressions sur la quantité et la qualité d'eau disponible. L'intérêt du SAGE est de fixer des objectifs et conditions pour assurer le partage cohérent de la ressource entre les usages et la disposition de la ressource en bon état pour ne pas compromettre les usages essentiels de l'eau. Actuellement plusieurs captages d'eau potable de l'Est lyonnais ne sont plus actifs du fait de contaminations en pesticides ou en micropolluants, cela ne doit pas se reproduire et traduit l'intérêt d'élaborer un SAGE révisé ambitieux permettant d'agir à tous les niveaux. Des zones de sauvegarde pour l'alimentation en eau potable ont été lancées. La capacité à produire de l'eau potable est un objectif fort du SAGE révisé et est déclinée dans un règlement conséquent et cohérent avec les enjeux du territoire. Ce projet prend en compte l'évolution climatique qui impacte la disponibilité de la ressource en eau. Il décline des principes à mettre en œuvre dans ce nouveau cadre. L'ambition du SAGE révisé est d'anticiper les conflits liés à l'eau en agissant dès maintenant.

M. CHAMPAULT présente le territoire de l'Est lyonnais qui correspond au bassin hydrogéologique de la nappe de l'Est lyonnais, avec la nappe profonde de la Molasse et la nappe intérieure du Rhône. Il y a des enjeux par rapport au bassin versant de l'Ozon et l'île de Miribel-Jonage. Le territoire est partagé en deux avec une partie urbanisée à l'ouest et une partie rurale à l'est. Le territoire comporte une forte urbanisation et des pôles industriels

autour de Meyzieux-Nord et de Vénissieux-Corbas, avec l'industrie du BTP, la métallurgie, l'agroalimentaire. Ces infrastructures représentent 6 % de la surface du territoire. 50 % du territoire sont des terrains agricoles de grandes cultures céréalières.

La démarche de révision du SAGE a été initiée à partir de 2019. Les membres ont fait appel à un bureau d'études pour avoir un regard nouveau et neutre sur la perception du territoire. Le périmètre est adapté en cohérence avec l'ensemble de l'emprise de la nappe fluvio-glaciaire. L'avis favorable du comité d'agrément a été donné en octobre 2021. À partir de 2023, la phase de rédaction du document du SAGE a été réalisée en régie et en lien étroit avec acteurs du territoire. Une analyse juridique a été financée par l'agence de l'eau. Des études complémentaires sur les zones de sauvegarde pour affiner les prescriptions à mettre en place par usage et par occupation du sol sur la nappe de l'Est lyonnais ont été réalisées. Des ambitions restent à construire sur la géothermie, les activités à risque et les zones de sauvegarde, il y a une nécessité d'approfondissement technique. La phase de consultation en cours a pour objectif l'approbation finale du SAGE par arrêté inter-préfectoral d'ici début 2026.

Le diagnostic du SAGE a été fait sur l'ensemble des orientations du SAGE de 2009. Cela a abouti à la définition de six orientations stratégiques, dont une orientation zéro. Les enjeux de cette rédaction du SAGE révisé sont la considération des effets du changement climatique et de l'aménagement du territoire ; les actions concrètes à réaliser à la suite d'une importante acquisition de connaissance issue du SAGE de 2009 ; l'intégration des travaux issus du SAGE 2009. Il y a également l'enjeu de rédaction sur la considération de la géothermie qui n'avait pas été identifié dans le SAGE de 2009 et dont l'activité est en fort développement ; et enfin un besoin de mobiliser davantage par l'animation et de valoriser les actions et les efforts de chacun. Cela a permis de produire les trois documents du SAGE avec six orientations thématiques, 37 objectifs généraux, 120 dispositions, dont un nombre conséquent de mesures à mettre en place. Cela traduit l'ambition par rapport aux enjeux identifiés et notamment dans les zones de sauvegarde. Le contenu du projet de SAGE révisé comprend les orientations suivantes :

- Orientation 0 : s'adapter au changement climatique et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau.
- Orientation 1 : améliorer et préserver la qualité de l'eau des masses d'eau souterraines et superficielles du territoire.
- Orientation 2 : atteindre et préserver l'équilibre quantitatif de la nappe fluvio-glaciaire et de la nappe de la Molasse.
- Orientation 3 : restaurer, préserver et protéger durablement les cours d'eau, plans d'eau et zones humides du territoire et renforcer leur résilience.
- Orientation 4 : préserver la capacité existante et future des ressources en eau pour l'eau potable du territoire.
- Orientation 5 : mobiliser les acteurs du territoire.

Toutes ces dispositions nécessitent des moyens humains et financiers. Compte tenu de la programmation des actions sur ce nouveau cycle de SAGE révisé 2026-2036, il est estimé une moyenne annuelle de trois ETP pour cette animation, cela correspond au fonctionnement actuel, mais avec un besoin de pérenniser pour mettre en œuvre l'ensemble du programme. L'estimation des coûts est, au global, une enveloppe de 10 millions d'euros tout porteur d'ouvrage confondu. Cela correspond à 4,5 millions d'euros sur ce cycle pour la structure porteuse. Avec les aides financières, cela correspondrait à un coût net autour de 720 000 euros pour la structure porteuse. Si l'animation est prise en compte, l'enveloppe totale serait de 792 000 euros.

M. BRUN conclut que ce projet a mis en évidence que le SAGE actuel ne suffisait plus. La phase de révision a montré la nécessité de prendre en compte de nouveaux éléments de situation au regard de la connaissance actuelle. Les membres de la CLE du SAGE y ont

répondu favorablement lors de la délibération sur le projet finalisé du SAGE révisé. Les quelques abstentions ont mis en avant les craintes pour le développement des activités. Il est souhaité que les phases de consultation puissent affiner ces points tout en conservant la philosophie et l'ambition du SAGE révisé et que chaque représentant du territoire soit acteur du SAGE.

Avis de l'agence de l'eau et des services de l'État

M. VEROT salue la qualité du travail fourni, avec la prise en compte de l'ensemble des enjeux mis en évidence par le SDAGE et le niveau d'ambition remarquable sur les actions prévues pour la préservation des ressources stratégiques pour l'eau potable et l'amélioration des eaux. Ce niveau d'ambition a fait débat au sein de la CLE sur les implications éventuelles sur le développement, un travail est prévu pour ajuster les éléments au besoin. L'ajout de l'orientation zéro sur l'adaptation au changement climatique et l'aménagement du territoire est un signal fort donné par la CLE aux acteurs du territoire qui est concrétisé dans l'avis de la CLE. Pour ces raisons, l'agence et les services de l'État soutiennent très fortement ce projet de SAGE.

M. SADDIER soulève une inquiétude quant à l'exhaustivité du document qui comporte des objectifs très pointus. Il suggère de hiérarchiser et mettre des priorités dans la phase de concertation afin que des actions concrètes puissent être réalisées.

Discussion

M. PULOU reconnaît la qualité de la présentation. Un SAGE avec un règlement d'une telle consistance est un SAGE qui décline les objectifs du SDAGE. Au-delà des objectifs ambitieux, des règles sont fixées dès le départ, c'est exceptionnel dans le bassin.

M. BOUCHER déclare qu'il connaît bien le SAGE de l'Est lyonnais pour en avoir été partie prenante au nom des industriels et que, par conséquent, il ne prendra pas part au vote. Une dynamique positive est enclenchée sur la gestion de l'eau et sur la répartition des volumes prélevables. Ce travail est fait pour que l'utilisation de l'eau puisse être optimisée entre les différents acteurs sociaux, économiques et environnementaux. Le travail sur les zones de sauvegarde est fort important. Les dispositions prises montrent l'implication du territoire dans le SAGE, mais se pose la question d'un règlement qui serait trop fourni. Cette tendance à vouloir réguler n'irait-elle pas à l'encontre de la dynamique ? C'est important, surtout si ce qui est proposé dans le règlement est couvert par d'autres régulations. Il s'agit de définir un niveau de risque minimal à atteindre sachant que le risque zéro n'existe pas. Il faut regarder de manière différenciée la géothermie en circuit fermé et celle en circuit ouvert, car ce ne sont pas les mêmes conséquences en termes de pollution. Concernant les températures dans les nappes souterraines, il ne vaudrait mieux pas mettre des règles dès aujourd'hui dans la mesure où il y a encore peu d'informations à ce sujet. L'objectif des industriels n'est pas d'être contre le SAGE, mais que chacun se responsabilise en prenant en compte les dispositions du SAGE et la législation existante déjà bien fournie. Il ne s'agit pas de minimiser les risques en lien avec la gestion de l'eau, mais de travailler dans une démarche de réduction continue de risque plutôt que d'interdire purement et simplement l'activité.

Mme BERNARDIN-PASQUET précise qu'il faut percevoir les règles comme des garde-fous contre les mauvais acteurs, mais qu'il ne s'agit en aucun cas de porter un préjugé défavorable sur l'ensemble des acteurs de l'industrie.

Mme VIGNON salue les objectifs ambitieux et estime que c'est un SAGE modèle avec des positions courageuses. La préservation des périmètres de captage est un élément important que l'on retrouve peu ailleurs. Ces périmètres sont couverts par de vieilles voies qui ne sont

plus adaptées, il est donc fondamental de se pencher là-dessus. Il est nécessaire d'anticiper le risque concernant les nappes souterraines.

M. LECLERC évoque l'objectif de recharge des nappes et demande si les porteurs de projet ont connaissance d'expériences innovantes et mettent en place des pratiques à ce sujet.

Mme MONTGINOUL relève qu'il y a une extension de périmètre, mais qu'elle n'a pas été évoquée dans la présentation.

M. BRUN répond aux différents points évoqués. En ce qui concerne la priorisation des actions, le SAGE est ancien et a l'habitude de bien travailler, avec des réunions de CLE régulières. Il y a une ambition de réussir et de suivre ces réglementations. En ce qui concerne les industries, il y a eu des discussions, la philosophie est de trouver la meilleure solution entre les industriels et les obligations du SAGE. Quand on parle de préservation d'industries, on parle des zones de priorité 1 qui sont sur les futurs captages ou autour et il faut essayer de sanctuariser au maximum ces territoires. En ce qui concerne la géothermie, un gros travail a été fait avec toutes les possibilités qui peuvent se faire, un cahier a été fait et mis en place, il pourra y avoir des évolutions à venir, c'est un projet de SAGE qui passe dans toutes les collectivités pour que chacun puisse donner son avis et faire des remarques. En ce qui concerne la recharge de la nappe, une étude va être lancée.

M. CHAMPAULT reprend les différents points évoqués. L'extension du périmètre concerne la partie ouest du territoire. Le périmètre est cohérent, autour du bassin hydrogéologique de la nappe de l'Est lyonnais. La limite ouest du précédent périmètre était fixée par rapport au boulevard périphérique et ce n'était pas cohérent par rapport à l'entièreté du bassin. L'idée est d'étendre le périmètre pour intégrer les parties aval des couloirs de la nappe de l'Est lyonnais. Le nouvel arrêté inter-préfectoral a confirmé ce nouveau périmètre. Sur le sujet du règlement très fourni, le passif du SAGE de 2009 demeure, beaucoup de résultats ont été obtenus et se reportent dans ce projet. Il y a une volonté de proposer un document clair et transparent pour aider à l'application des règles et ne pas rester dans le flou, avec un souci d'appropriation par les acteurs du territoire. L'ambition de ces règles est portée sur les zones de sauvegarde et beaucoup se réfèrent à un niveau de priorité 1 là où la préservation de la nappe est recherchée pour garantir la capacité de production d'eau potable. Pour les zones futures d'alimentation en eau potable, cela correspond à 10 % du territoire. Concernant la géothermie, la différenciation entre circuit ouvert ou fermé a été prise en compte dans la proposition finale. Sur la nappe de la molasse, il a été retenu l'interdiction de géothermie en circuit ouvert, mais l'autorisation en circuit fermé. Il y a donc toujours une possibilité de géothermie sur le territoire en fonction des enjeux. Une réflexion est menée sur la notion de gestion du risque et sur les activités qui doivent être prises en compte dans ces zones de priorité 1. Des phases de consultation sont en cours et c'est ce qui a fait l'objet des cinq abstentions. Il s'agit d'en prendre compte et de voir s'il y a des possibilités d'affiner des éléments pour que tous les acteurs s'y retrouvent. Sur les notions liées au périmètre de protection de captages, cela est pris en compte sous l'angle des zones de sauvegarde. Le besoin d'accompagner sur cette appropriation a été ciblé.

M. BOUCHER ajoute qu'il serait bien d'envisager, lors de la prochaine révision du SAGE, d'agrandir le périmètre en prenant en compte la partie ouest qui va jusqu'au Rhône et qui représente le couloir de la chimie, un territoire orphelin qui nécessite un gros travail.

M. BRELY soulève la problématique des prélèvements des forages qui sont souvent méconnus. Il demande si les porteurs de projet ont des éléments à ce sujet.

M. BRUN reconnaît la difficulté de savoir où se trouvent les forages, bien souvent individuels. Il n'y a pas d'outil pour vérifier cela, l'arsenal législatif n'est pas suffisant.

M. SADDIER propose d'ajouter une phrase pour inviter les porteurs du projet à hiérarchiser, car leur projet semble trop parfait et sera difficile à appliquer.

M. MOURLON propose d'ajouter la phrase « le comité invite la CLE à décliner les orientations dans un plan d'action opérationnel et hiérarchisé ».

Délibération

Au vu des échanges, les modifications proposées en séance sont les suivantes :

- Après l'item « ESTIME NECESSAIRE », ajouter un item « INVITE la CLE à décliner les orientations dans un plan d'action opérationnel et hiérarchisé »

La délibération ainsi modifiée recueille un avis favorable.

La délibération n°2024-15 PROJET DE SAGE RÉVISÉ DE L'EST LYONNAIS (69,38) est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 13 heures.

Le directeur général de l'agence de l'eau,
chargé du secrétariat,

SIGNÉ

Nicolas MOURLON